

# L'Humanité Rouge

Prolétaires de tous les pays,  
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 25  
dimanche 26  
septembre 1976  
No 533

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 579b2

## LA REPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS une politique délibérée

Ces derniers mois auront été marqués, nettement, par un regain de la répression contre les ouvriers, les petits paysans, et d'une façon générale tous les travailleurs dès l'instant qu'ils se dressent pour combattre la bourgeoisie et son système d'exploitation. De l'expulsion de travailleurs immigrés à la Sonacotra, à l'arrestation de petits paysans du midi, des sanctions prises pour fait de grève à l'encontre d'agents de la SNCF et de l'EGF, à l'inculpation de militants marxistes-léninistes lorientais pour «reconstitution de ligue dissoute», le PCMLF, et à la détention 5 mois durant de l'ouvrier communal Romain Le Gal, des licenciements de délégués syndicaux à Bourgogne électronique, Paris-Rhône, Sanders, etc. La liste n'en finit pas de s'allonger. Le 16 septembre encore la direction d'une entreprise métallurgique — la Simax dans les Vosges — s'est opposée à la reprise du travail de onze délégués CFDT dont le licenciement a été refusé par l'inspection du travail. Et ces jours-ci ce sont les ouvriers des Câbles de Lyon (Clichy-92) et un responsable syndical du ministère de l'Industrie et de la Recherche. (Grenoble)

Il s'agit bien d'une politique délibérée, liée au plan de l'austérité, que la bourgeoisie veut imposer. C'est donc une question politique qui concerne tous les exploités. C'est le système capitaliste qui est en cause (et ceux qui cherchent à le maintenir), c'est lui qu'il faut viser, car tant qu'existera le capitalisme, la bourgeoisie (de droite comme de «gauche») opprimer la classe ouvrière et les masses populaires.

Exigeons :

- A bas la répression
- Non aux expulsions de travailleurs immigrés
- Réintégration de tous les militants syndicaux et travailleurs licenciés.
- Levée des inculpations des emprisonnés politiques et syndicaux.

(suite p.5)

### Liban

## Arafat annonce un cessez-le feu palestinien

Les forces palestiniennes engagées dans les batailles au Liban ont annoncé leur intention de cesser le feu sur tous les fronts et de s'abstenir de riposter aux provocations, a annoncé jeudi Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP.

Dans un message au nouveau chef de l'État libanais, Elias Sarkis, Yasser Arafat annonce que les Palestiniens sont disposés à respecter tous les accords conclus entre la Résistance palestinienne et l'État libanais et à «contribuer à sauvegarder l'intégrité et l'indépendance du Liban.

(suite p.4)

## Afrique du Sud

# MANIFESTATION NOIRE EN PLEIN CŒUR DE JOHANNESBURG !



Soweto : une rue de la manifestation d'août dernier (photo AFP)

Pour la première fois depuis la création de l'État raciste et colonialiste de l'Afrique du Sud, les masses populaires africaines ont fait trembler le cœur même de la capitale, Johannesburg. Manifestant leur colère contre le régime fasciste de l'apartheid et contre la domination des blancs, des milliers de jeunes africains ont pénétré dans le centre de Johannesburg réservé aux blancs. Arrivés en train de la ville-dortoir où sont parqués plus d'un million de noirs, ils ont défilé en lançant des slogans réclamant notamment le pouvoir noir. Affolés devant l'ampleur et l'audace de la manifestation, des blancs et la police raciste ont utilisé des armes à feu contre les manifestants. Ceux-ci ont riposté à coup de pierre et ont livré un combat héroïque contre la police. La police raciste a opéré 400 arrestations et toute la journée des patrouilles accompagnées, comme l'étaient les nazis, de chiens policiers ont effectué des rondes dans le centre de Johannesburg.

(suite p.4)

## Les illusions de Kissinger

Kissinger vient de terminer la tournée qu'il effectue en Afrique australe pour tenter de stabiliser la situation en faveur des USA en remplaçant l'apartheid et les régimes racistes, qui de toute évidence, ont fait leur temps, par une solution plus libérale. Il espère qu'un tel repli stratégique permettra aux USA de temporiser et de maintenir leur influence dans la région face à l'offensive de l'autre superpuissance toute prête à tabler sur la division relative des mouvements de libération pour proposer ses services intéressés «et essayer de s'implanter dans la région en jouant certains mouvements contre les autres».

Moscou, en effet, applique en Afrique australe, une stratégie consistant à s'assurer le plus possible le contrôle de l'économie sud-africaine et également à se placer sur la route qui relie Le Cap à l'Europe et à l'Orient.

Aussi Kissinger a-t-il demandé aux régimes racistes de Rhodesie et d'Afrique du Sud de faire des «concessions», moyennant rétributions de quelques milliards de dollars pour dédommager les colons blancs, dans l'espoir d'une solution mettant fin à la lutte armée.

Cela explique probablement que Kissinger ait déclaré à son départ :

«Je quitte l'Afrique ragailardi et avec espoir» tandis que Ian Smith déclarait de son côté «être très satisfait».

Mais ils se trompent s'ils pensent pouvoir éteindre les flammes de la guerre populaire en octroyant à ces pays une indépendance de façade.

Dzimashe Machingura, commissaire politique de l'Armée de libération du Zimbabwe vient ainsi de déclarer que les guerilleros avaient établi à l'intérieur du territoire rhodésien des zones semi-libérées. «Bien que l'infrastructure politique et administrative n'y soit pas encore complètement organisée, l'ennemi n'a aucun contrôle sur ces zones» a-t-il affirmé. Par ailleurs le président de l'Organisation de l'unité africaine a exhorté à la poursuite de la lutte armée en Afrique australe sans s'arrêter à l'attitude trompeuse de Kissinger, déclarant : «Kissinger ne peut être le champion de la cause africaine. Son seul rôle est de réaliser les désirs des impérialistes et des colonialistes». Fait symbolique, le jour du départ de Kissinger, une manifestation de plusieurs milliers de jeunes Noirs venus de la cité dortoir de Soweto s'est déroulée pour la première fois à Johannesburg, la ville blanche de l'or.

## Plan sécheresse

# Une politique accélérant la ruine des petits-paysans

Giscard d'Estaing avait «promis»... chacun sait aujourd'hui que les indemnités sont loin de permettre aux agriculteurs les plus nécessiteux d'enrayer la baisse de leur revenu.

On le sait, l'estimation des pertes a été volontairement sousestimée à 5,6 milliards, et le gouvernement ne versera que 4,5 milliards d'indemnité «sécheresse». Cela c'est le premier arbitraire.

Mais ce n'est pas tout : la forme de répartition et

Concrètement cette politique de répartition traduit la volonté du gouvernement et de l'État monopoliste de favoriser une fois de plus les paysans riches et aisés et certains paysans moyens dits «compétitifs», car en plus des indemnités, ces catégories auront droit aux prêts fort avantageux pour accroître leur capital et pallier les conséquences de la calamité. Les autres, c'est-à-dire les petits et la majorité des moyens auront les plus graves difficultés pour faire

qui, avant la sécheresse, avaient 400 F par mois pour vivre et qui, aujourd'hui, n'avaient plus d'argent.

Le plan gouvernemental vise donc à la ruine de ces paysans-là.

Pour beaucoup de paysans moyens, il y aura la solution de l'endettement, mais elle aboutit à travailler directement pour le grand capital, et conduit inévitablement à la ruine, même si le «sursis» est plus long.

Pour confirmer ce plan injuste et arbitraire, le gouvernement a indiqué que la répartition serait faite en collaboration avec les «organismes agricoles officiels» (chambres d'agriculture, FNSEA, etc.) c'est-à-dire avec les conseils des gros propriétaires fonciers et des paysans riches et capitalistes qui les contrôlent.

Devant cette politique, il n'y a d'autre solution pour les travailleurs des champs que de compter sur eux-mêmes, de s'unir entre eux, d'appeler à la solidarité ouvrière, et d'engager dès que possible le combat.

La voie pour «travailler et vivre au pays» est dans le combat contre l'État capitaliste et son gouvernement, sur les plans économiques et politiques, dans le combat contre les fausses solutions de l'opposition bourgeoise du Programme commun.



les principes qui la guident aboutissent comme cela était prévisible à enrichir les riches et à appauvrir les pauvres à la campagne.

La répartition sera faite au niveau préfectoral sur la base de division faite au niveau ministériel. Ainsi, on fixe toujours un plafond à 30 UGB, mais le prix de l'UGB variera suivant les départements de 380 F à 100 F.

Cela signifie que dans le département au taux le plus élevé, un éleveur ayant 10 UGB (10 vaches laitières ou équivalent) touchera 3 800 F tandis que celui qui en aura 30 ou plus touchera 11 400 F. Pour les départements où l'UGB est à 100 F cela donnera respectivement 1 000 F et 3 000 F.

face aux conséquences avec ces indemnités de misère. Pour les petits, il est bien évident que ce n'est pas avec une somme inférieure à 5 000 F qu'ils pourront faire face.

On nous citait récemment le cas de petits paysans

## Témoignage sur la sécheresse dans le Lot

De même que partout ailleurs le Lot a à se défendre des méfaits de la sécheresse, et les petits paysans à trouver eux-mêmes une solution aux très graves problèmes qu'elle a provoqués.

En ce qui concerne la production des pommes de terre, des betteraves, raves, du maïs, du blé - produits de base dans l'élevage et dans la vie d'une petite exploitation, la récolte est au minimum 50 % inférieure aux années précédentes pour une même semence. D'autre part la production fourragère pour les moutons et les vaches (foin, fourrages, prairies artificielles) est un vrai désastre. Les bêtes n'auront pas assez pour arriver au printemps malgré le rationnement commencé dès à présent, ce qui a déjà provoqué une baisse de la production laitière. Que fera le petit paysan avec les misérables 50 F alloués à grand cri par Giscard, par tête de vache de la région de Figeac ? alors que les farines et autres produits chimiques alimentaires voient leur prix doubler alors qu'ils n'étaient déjà pas bon marché. Ils seront obligés

après avoir investi à perte pour sauver le bétail, de vendre celui-ci à un prix dérisoire (chez nous actuellement on paie au paysan entre 5 et 6 F le kilo de veau sur un marché). Que lui restera-t-il après, pour faire vivre sa famille ? Vendre un bout de terre à des étrangers hollandais ou autres ou à un gros capitaliste qui ne connaît pas la sécheresse.

Il aurait pu arroser ses déboires dans le produit de la vigne mais hélas pour lui un bel orage est venu mettre à terre toute la récolte un mois avant les vendanges, abimant par ailleurs les maïs.

Une solution a été proposée : construire des barrages pour avoir des réserves d'eau permettant l'irrigation. Très joli cela. Mais où fera-t-on les barrages ? Dans les zones montagneuses, dans les petites vallées, occupées par de petites exploitations, ce qui entraînera l'expropriation des paysans qui travaillent ces terres.

Petit paysan, un beau et dur métier de crève-la-faim où il faudra mettre la pioche et le fusil sur l'épaule pour s'en sortir.

## Sécurité sociale

# Majoration des cotisations Réduction des remboursements sur certains médicaments

Comme prévu le gouvernement a dans le cadre du plan d'austérité majoré les cotisations : de 1 point c'est-à-dire 1 % les cotisations d'assurance maladie et de 0,4 points (0,4 %) les cotisations d'assurance vieillesse.

Il a choisi de les augmenter «sous plafond» et donc de toucher proportionnellement davantage les petits salaires tout en ménageant les cadres, déjà rendus si inquiets, les pauvres, par l'impôt sécheresse. En effet, le plafond étant à 3 160 F par mois, les salaires inférieurs à cette somme seront amputés de 0,7 % dans leur totalité, tandis que ceux qui la dépassent ne le seront qu'en partie. Par exemple un ouvrier qui gagne 2 000 F par mois paiera 14 F de cotisations en plus, alors qu'un cadre supérieur qui gagne 8 000 F n'en paiera que 22.

Par rapport à l'éventail des salaires cela représente une fois de plus un élargissement au profit des hauts salaires. On peut se demander d'ailleurs si l'humanité ne fait pas preuve d'une démagogie un peu voyante à ce sujet quand elle déplore l'accroissement des inégalités dans le paiement des cotisations, alors que tout le

monde sait qu'en matière d'augmentation des salaires le PCF et la CGT sont pour les augmentations en pourcentage. Comment peut-on à la fois vouloir avantager les cadres au détriment des petits salaires dans les négociations avec le patronat et se plaindre qu'ils soient avantagés quand le gouvernement les favorise !

La majoration des cotisations porte théoriquement de façon égale sur les cotisations ouvrières et sur celles qui sont dites «patronales». Mais attention, cela ne veut dire en aucun cas que les capitalistes vont payer la moitié de l'addition. On peut leur faire confiance pour répercuter tôt ou tard la majoration de «leur» part sur le prix de vente des produits en prenant prétexte de «l'augmentation des charges sociales». On peut même être sûrs qu'ils vont avancer cet argument pour limiter l'augmentation des salaires. Par contre les travailleurs vont payer la note sans coup férir et sans appel puisque l'augmentation qui les touche sera directement prélevée sur la feuille de paye.

Finalement cette augmentation des cotisations ponctionnera donc que les salaires et laissera la vie belle aux profits. D'ailleurs la part dite «patronale» ne provient-elle pas en dernière analyse de la plus-value extorquée par les capitalistes à la classe ouvrière !

À côté de cela, le gouvernement va réduire le remboursement sur certains médicaments. Il vient de commencer en annonçant que certains antiasthéniques, laxatifs et levures ne seront plus remboursés. C'est assez habile car il s'agit de médicaments dont l'utilisation ne correspond pas, assez souvent, à des impératifs vitaux et dont l'efficacité est pour certains contestée par les médecins eux-mêmes. On peut d'ailleurs s'attendre à ce que les disciples d'Ilich, le fameux «philosophe» qui milite pour l'austérité médicale en prétendant que «trop de dépenses médicales» sont plus nuisibles qu'utiles, aident le gouvernement à faire passer cette pilule.

De toute façon les raisons qui poussent à prendre ces médicaments ne changeant pas, leur consommation ne va donc guère baisser ni non plus les profits des labos pharmaceutiques. Par contre les travailleurs,

qui prennent par exemple des antiasthéniques dans l'espoir de compenser la fatigue due à l'exploitation capitaliste, en seront de leur poche. En outre il est plus que probable qu'après ce test le gouvernement s'attachera à des médicaments indispensables à la bonne santé de la population.

### LE GOUVERNEMENT NOUS PRÉPARE UNE MÉDECINE AU RABAIS

En janvier dernier les cotisations avaient déjà été majorées de 1,5 points représentant une somme de 7 milliards, et dès le mois de juin le gouvernement a fait beaucoup de bruit sur la nécessité dans laquelle il se trouvait de renflouer les caisses de la Sécurité sociale en catastrophe, du fait d'un «déficit» qui devait se chiffrer à une dizaine de milliards. Aujourd'hui alors qu'il prélève par ces mesures la coquette somme de 7 milliards ses experts ont pris la précaution de parler à l'avance d'un «déficit» risquant de s'élever à 13-16 milliards. Il est donc probable qu'il ne se bornera pas à relever les cotisations, mais prendra cette année, dans les mois qui vont venir, des mesures plus graves allant dans le sens d'une médecine au rabais. Beullac, le nouveau ministre, n'a-t-il pas déclaré que les solutions apportées au problème de la Sécurité sociale devaient tenir compte du «contexte économique nouveau».

Outre quelques réductions de remboursements déjà effectives le gouvernement a déjà pris d'autres mesures tendant à diminuer les dépenses de santé des travailleurs. Ainsi les services des professions paramédicales autres que sages-femmes et infirmiers ne seront remboursés qu'à 65 % au lieu de 75 % (notamment les soins de kinésithérapie), les remboursements de cures thermales et de transports en ambulance sont diminués etc.

Tout ceci montre bien qu'il ne s'agit que d'un premier pas vers un accroissement de la pénurie en matière de santé. Il faut se préparer à faire face, dans les mois à venir, à une offensive en profondeur visant à diminuer les possibilités pour la population de se faire soigner convenablement, et préserver le droit à la santé.

**AFFICHEZ L'H.R.**



## Industries agro-alimentaires

# DES MILLIARDS POUR ACCELERER LA CONCENTRATION

Dans la «proposition de loi pour sauvegarder l'agriculture française», les messieurs du PCF réclamaient sérieusement une «aide» aux industries agro-alimentaire (voir HR No 531, p.5).

Ils vont être satisfaits avec la publication avancée de décrets relatifs à l'application des cumuls de subventions accordées aux

entreprises et du pillage des produits agricoles achetés aux petits et moyens paysans en dessous de leur valeur. Le gâteau est tellement appétissant pour les capitalistes que le gouvernement a nommé voici plus de six mois un secrétaire d'Etat chargé de le partager entre tous les vautours.

Le décret ainsi publié

d'obtention est que l'investissement aboutisse notamment à une restructuration ; autrement le bénéficiaire est le monopole qui absorbe les petites entreprises dans le but d'accroître ses profits.

D'après le décret d'application, le cumul de PDR et de la POA est possible si l'investissement correspond à ces conditions.

Ainsi, pour les entreprises coopératives le montant des aides cumulées ne peut atteindre 50 % de l'investissement pris en compte pour la PDR et elles peuvent cumuler la subvention habituelle à la coopération de l'ordre de 10 % . . . .

Pour les entreprises privées, le montant maximal est de 35 % et il est possible maintenant de cumuler avec la POA. Comme l'indique le décret, ces véritables cadeaux à l'industrie agro-alimentaire qui se montent à des milliards de francs, sont destinés à la concentration capitaliste dans ce secteur.

Mais ces décrets ni le gouvernement, ni les messieurs du PCF n'en font grande publicité. Et pour cause, ils vont dans le sens de la domination toujours plus grande dans l'économie du secteur monopoliste.



entreprises privées et coopératives de l'agro-alimentaire.

Le secteur industriel de l'agro-alimentaire, il faut le rappeler est un des secteurs capitalistes de notre pays où les profits sont les plus substantiels pour le moment. Ce la tient à la cumulation par ce secteur, de la plus-value tirée de l'exploitation des ouvriers de ces

précise les modalités de cumul de la primes de développement régional (PDR) et de la prime d'orientation agricole (POA). La PDR est attribuée au nouveau préfectoral et la POA par le ministère de l'agriculture.

La POA est de l'ordre de 20 % des investissements pour les entreprises de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires. La condition

## LES REVISIONNISTES FRANCAIS ET LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS (4)

# ON N'ETOUFFE PAS LA VERITE

Nous avons vu dans de précédents articles comment les dirigeants du PCF, sous la houlette de Moscou, participèrent à la scission du Mouvement communiste international, calomniant les justes positions du parti de Mao Tsé-toung.

Voyons maintenant les méthodes qu'ils utilisèrent au sein du PCF pour imposer leur ligne antichinoise et les méthodes auxquelles ils eurent recours vis-à-vis des militants qui défendaient l'amitié avec la Chine et les principes marxistes-léninistes.

Tandis qu'ils se livraient à de violentes attaques contre le PCC, les dirigeants du PCF bloquaient les textes exposant les positions des communistes chinois afin que les membres de leur parti ne puissent avoir une vision claire de la réalité des divergences.

Voici ce que déclarait à ce sujet le PCC dans «Le Renmin ribao», le 27 février 1963, dans un article intitulé : «D'où proviennent les divergences ? Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades». «Thorez et certains camarades du Parti communiste français ont adopté une attitude irresponsable vraiment surprenante au sujet du grave débat qui se déroule actuellement dans le Mouvement communiste international. Ils recourent à la duperie, bloquent les nouvelles, escamotent les faits et déforment le point de vue du Parti communiste chinois de façon à pouvoir lancer des attaques outrancières contre celui-ci. Ce n'est certainement pas la bonne manière de mener un débat et cela ne témoigne pas d'un sens des responsabilités envers les

membres du Parti communiste français et la classe ouvrière française. Si Maurice Thorez et les autres camarades ont le courage d'affronter les faits et croient avoir raison, ils devraient faire connaître au public les matériaux où le Parti communiste chinois expose son point de vue notamment les articles que nous avons publiés ces derniers temps et qui ont trait aux problèmes en question, afin que tous les membres du Parti communiste français, toute la classe ouvrière française, connaissent la vérité et jugent eux-mêmes ce qui est juste et ce qui est faux. Camarade Thorez et les autres camarades, nous avons publié les écrits et les propos où vous nous blâmez. En ferez-vous autant pour nos écrits ?»

Evidemment, les dirigeants du PCF se gardèrent bien de faire connaître ces propositions.

Mais tout cela ne put empêcher que dans les rangs du PCF des militants réussissent à connaître les positions du PCC, défendirent l'amitié avec la Chine et les principes marxistes-léninistes. Ils exigeaient notamment, eux aussi que tous les membres du PCF puissent juger sur pièce des positions du Parti communiste chinois.

Ces militants s'opposaient également à l'utilisation de l'Association des amitiés franco-chinoises alors contrôlée par les dirigeants du PCF pour mener des attaques contre la République populaire de Chine.

Quelle fut à leur égard l'attitude du Comité central du PCF ? A la

veille du 17e Congrès du PCF, les dirigeants révisionnistes se livraient à leur exclusion en violation des statuts du PCF, contre la volonté de leurs cellules.

Ces militants devaient créer en juillet 1964 la Fédération des cercles marxistes-léninistes.

La scission au sein du Mouvement communiste international, qui avait eu lieu à l'initiative des révisionnistes soviétiques, avait également ainsi ses effets au sein du PCF, à l'initiative des dirigeants de ce dernier.

Un s'était divisé en deux. D'un côté le mouvement révisionniste mondial avec pour centre les révisionnistes soviétiques, de l'autre le mouvement marxiste-léniniste mondial, comprenant le Parti communiste chinois, le Parti du travail d'Albanie ainsi que toutes les organisations et partis authentiquement marxistes-léninistes.

En France, après la naissance du mouvement marxiste-léniniste, les dirigeants du PCF eurent recours à tous les moyens pour tenter de l'étouffer. Les mensonges (sur «l'Ordre de Pékin» par exemple), les agressions armées (lors du congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France par exemple), la collusion avec les forces de répression de la bourgeoisie, les provocations, etc., tout cela n'a pu empêcher le développement du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung en France.

Quand, aujourd'hui, les dirigeants du PCF prétendent hypocritement rendre hommage à la mémoire du président Mao, ce sont là des faits qu'il n'est pas inutile de rappeler.

## COMMUNIQUE DU COMITE DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA

Au début du mois de septembre, des assemblées générales, organisées par les résidents, se sont tenues dans deux foyers, à Sainte-Geneviève-des-Bois et à Chilly-Mazarin, en Essonne. Dans chaque foyer, tous les résidents ont élu démocratiquement un comité de résidents. Ils ont voté la grève. Ils ont aussi décidé de se joindre aux résidents des autres foyers en grève en rejoignant le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève.

*Vive le comité de coordination !*

*Tous unis, les résidents vaincront !*



## LE TOUR DE PASSE-PASSE DE BARRE

Barre réussit le tour de force de parler de blocage des prix avec démagogie alors qu'en fait la cible de son plan c'est le blocage des salaires.

Comment s'y prend-il pour essayer de nous faire avaler cette couleuvre ?

Il parle de «maintien strict du pouvoir d'achat pour 1977».

Bien sûr, le mot «strict» risque d'inquiéter dans la bouche de ce premier ministre de l'austérité.

Mais ce «spécialiste» de l'économie a plus d'un tour dans son sac. Il a prévu la

subtile argumentation suivante : les salaires augmenteront dans la limite de l'augmentation des prix. Mais il ajoute que le gouvernement, décidément ambitieux, se fait fort de maintenir cette dernière au-dessous de 6,5 %.

Barre nous prend-il pour des imbéciles ? Ignore-t-il que l'augmentation des prix n'a jamais été inférieure à 12-15 % ces dernières années. Ce qu'il nous promet ouvertement et avec un tel cynisme, c'est une amputation du pouvoir d'achat d'au moins 6 %.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS  
ACHETEZ TOUJOURS  
L'HUMANITÉ ROUGE  
DANS LE MEME KIOSQUE

## USA Deux gangsters à la course à la Maison blanche (1)

Le premier débat télévisé des deux candidats de l'impérialisme US à la Maison Blanche avait lieu hier jeudi devant des millions de spectateurs. Il se déroule sur la toile de fond d'une économie américaine bénéficiant d'une incontestable reprise qui s'effectue toutefois aussi sur le dos de la classe ouvrière et des travailleurs américains. 7,9 % d'entre eux sont toujours chômeurs actuellement. Et ce chiffre continue aujourd'hui encore de progresser. L'inflation reste très forte.

Mais la politique étrangère est sans doute aussi décisive dans la lutte qui oppose les deux candidats qui multiplient les déclarations contradictoires pour satisfaire chacun aux USA sur ce point controversé.

C'est cette bataille pour le pouvoir, dans la foulée des récentes élections primaires américaines, qu'analyse ci-dessous notre correspondant Michel Bataille.

Ainsi donc, les jeux des primaires américaines sont faits : Ford l'a finalement arraché à Reagan à la convention du parti républicain, de bien peu certes (1 187 voix contre 1 070) et après avoir été obligé de faire de sérieuses concessions sur la «détente» qui avait été son cheval de bataille.

L'équipe électorale de Ford avait en effet, dans son projet de plate-forme, retiré toute allusion à la «détente» et aux négociations sur le canal de Panama, qui pesèrent certainement beaucoup sur les primaires.

On se rappelle que le concurrent de Ford à la convention républicaine, Donald Reagan, était pour sa part partisan d'une politique plus ferme à l'égard de Moscou, conscient qu'il était de la rapide progression militaire soviétique, et de la supériorité de cette dernière quant à son pouvoir agressif sur les USA. A propos du canal de Panama, Reagan avait accusé Ford de «chercher à brader cette possession de l'Amérique».

Ainsi, si au départ de la campagne électorale, le duo

Ford-Kissinger représentait bien le camp de la détente, le camp des grands capitalistes fermiers américains intéressés par la vente de céréales à l'URSS, le camp des partisans du «désengagement», le camp des partisans de la conférence d'Helsinki, en un mot les meilleurs représentants de la puissance expansive soviétique au sein même des grands monopoles américains, alors que leur concurrent direct Reagan représentait des grandes industries d'armements et les branches de l'économie capitaliste directement et fondamentalement intéressées par une expansion militaire US : si la situation était bien celle-là au départ, elle ne l'est plus tout à fait à l'arrivée.

Ford a dû faire s'effacer Kissinger, qui était devenu plus encombrant qu'utile à la propagande et à la démagogie du président sortant, Kissinger étant, comme nous l'avons dit plus haut, en tout premier lieu l'artisan de la détente.

Ainsi, au cours de cette convention, le programme électoral adopté introduisait la notion de «moralité dans

la politique étrangère» ce qui, en clair, équivaut à un «durcissement» à l'égard de la détente et un désaveu de la diplomatie de Henry Kissinger. Saluant au passage le courage de Soljenitsyne, l'amendement déclare : «Notre politique étrangère ne doit jamais perdre de vue qu'il n'y a aucune illusion à se faire sur la nature de la tyrannie.»

Quant au chapitre sur la défense, le programme déclare : «Ce n'est plus une "défense forte" mais une "défense supérieure" (à celle de l'URSS) qu'il s'agit de constituer pour assurer la sécurité du pays.»

Ainsi Ford, afin de rafler quelques voix à son concurrent, a dû, du moins temporairement, durcir très sensiblement ses positions vis-à-vis de l'URSS et des problèmes de la défense militaire américaine.

C'est à cette seule condition que l'unité du parti républicain a pu, après la nomination de Ford, se refaire un peu et que Reagan a pu assurer ce dernier de son total soutien pour les élections du 2 novembre prochain.

(A suivre.)

Michel BATAILLE

## Souvenirs photographiques du président Mao



Le président Mao a fourni à «l'armée de la culture» son orientation fondamentale : «Servir le peuple». En pleine période de lutte anti-impérialiste contre le Japon, il s'agissait de tracer, aux communistes et intellectuels progressistes qui ralliaient les bases rouges des directives de travail dans leur spécialité. Sa pensée sur ce front est résumée dans les «Interventions sur la littérature et l'art à Yenan» (mai 1942). La grande base rouge connue sous son impulsion une intense activité culturelle et artistique.

Ci-dessus : le président Mao présente un rapport à l'institut Lou Sin des arts et des lettres de Yenan en 1938.

Ci-contre : le président Mao se fait photographier avec les représentants participant aux causeries sur la littérature et l'art à Yenan, en mai 1942.



## Manifestation noire en plein cœur de Johannesburg

(suite de la p.1)

Dans les gares et les stations de bus pour noirs, les policiers se livraient à des brimades et à des fouilles de sac. En même temps des bandes de policiers racistes dépêchées en toute hâte à Soweto s'employaient à tirer sur d'autres manifestants : pour les empêcher de prendre le train et rejoindre leurs camarades.

En dépit de la sauvagerie de la répression des racistes sud-africains, le peuple d'Azanie (Afrique du Sud) combat par vagues successives avec toujours plus de détermination pour sa libération.

Il est évident que de nouvelles flambées révolutionnaires ne tarderont pas à se produire dans toutes les grandes villes d'Afrique du

Sud noirs et métis victimes de l'odieuse apartheid sont bien décidés à n'arrêter leur mouvement qu'une fois les racistes sud-africains chassés de l'Afrique australe.

### FUSILLADE DANS LA VILLE NOIRE D'ALEXANDRA

Au moment d'achever le journal nous apprenons que des coups de feu ont été entendus aux premières heures de la matinée de vendredi venant de l'agglomération africaine d'Alexandra, adjacente aux quartiers résidentiels nord de Johannesburg.

Ces tirs seraient dus à une intervention policière contre des manifestants noirs dans la cité-satellite où habitent 60 000 Azaniens.

En outre, on a appris vendredi matin que parmi les 400 manifestants arrê-

tés jeudi à Johannesburg, se trouvent 5 journalistes et photographes noirs travaillant pour le journal «World» lu par la masse des Africains de la région de Johannesburg. Un reporter métis du journal «Star» qui est depuis 1974 l'objet d'une mesure de restriction pour contravention aux lois sur la répression du communisme, ainsi que deux étudiants blancs de l'université du Witwatersrand réputée pour ses tendances «libérales» et anti-apartheid, ont également été arrêtés.

## Arafat annonce un cessez-le-feu palestinien

(suite de la p.1)

Yasser Arafat n'a pas précisé quand la Résistance palestinienne comptait annoncer son intention d'arrêter les combats. Il a cependant indiqué que cette décision concerne «toutes les forces palestiniennes engagées dans des combats n'ayant rien à voir avec la lutte contre l'ennemi israélien», et que cette mesure avait été décidée «afin de contribuer à la restauration du calme et de la sécurité» au Liban.

Arafat a indiqué qu'il était prêt à coopérer avec M. Elias Sarkis afin de rétablir les relations entre la Résistance palestinienne et les institutions libanaises.

## ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION  
1 an — 52 numéros — 21 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION  
1 an — 12 numéros — 14 F

### ENVIRON 1 000 AGENTS SOVIÉTIQUES AUX ÉTATS-UNIS SELON LA CIA

Environ mille agents de renseignement soviétiques sont actuellement à l'œuvre aux États-Unis a affirmé jeudi William Colby, ancien directeur de la CIA, devant l'académie de l'Armée de l'air près de Denver.

Colby a précisé que les services de contre-espionnage américains avaient identifié la plupart des agents soviétiques qui sont aux États-Unis sous le couvert de missions commerciales, diplomatiques ou universitaires.

Mais a-t-il souligné

«Les espions soviétiques sont si nombreux que le FBI (Sûreté Fédérale) ne peut les surveiller tous sans délaissier les autres tâches qui incombent à ce service».



la France des luttes

## LA REPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS

# UNE POLITIQUE DELIBEREE

(suite de la p. 1)

Aux Câbles de Lyon (Clichy-92)

### ATTAQUE CONJUGUEE : DIRECTION, PCF, GOUVERNEMENT.

Samedi dernier, le gouvernement capitaliste — par l'intermédiaire de Beullac, son nouveau ministre du travail — prêtait main forte à la direction des Câbles en décidant le licenciement du secrétaire de la section syndicale CGT, de J.L. Raboutet.

La section CGT de l'usine a appelé les travailleurs à une réunion mardi après-midi à la cantine, pour discuter avec les travailleurs et envisager ensemble la riposte qui s'impose. D'autant plus que deux autres ouvriers sont visés par des licenciements, Beullac devant se prononcer dessus le 23 octobre. Ces 3 ouvriers sont des militants syndicalistes actifs, se plaçant résolument sur les positions de classe du prolétariat. De ce fait, ils sont gênants pour la direction qui les a déjà traduits en référé et qui veut opérer ces mauvais coups sans que les travailleurs ripostent. Comme au cours de la grève de juillet 75, la direction prétend que ce sont des éléments extérieurs à l'usine qui viennent semer le désordre. Ainsi mardi, pour empêcher J. L. Raboutet d'accéder à la cantine, elle a fait appel aux flics (des voitures des Renseignements généraux bloquaient l'accès de la cantine et des voitures pie faisaient des rondes dans le secteur). Depuis une travailleuse a été mise à pied. Jeudi Raboutet a fait venir un huissier pour lui faire constater que la direction l'empêchait d'entrer et donc d'exercer son mandat syndical. Il compte en saisissant le tribunal des référés.

Mais il n'y a pas que la direction des Câbles qui veut se débarrasser des militants actifs, elle a trouvé le plus grand soutien chez les bonzes révisionnistes du PCF. Eux aussi s'efforcent d'éliminer les «généralistes», ceux qui n'approuvent leur ligne politique de collaboration de classe et refusent de faire de la section CGT

un instrument au service du Programme commun de gestion du capitalisme.

Aujourd'hui, la situation est difficile pour les ouvriers des Câbles qui sont attaqués de toute part, il faut donc voir les problèmes en face et chercher à aller au fond des choses.

Le niveau de conscience politique aux Câbles est lié à celui du mouvement ouvrier dans son ensemble, donc au fardeau que représente encore l'influence néfaste du révisionnisme. Ce n'est pas du jour au lendemain que peuvent être éliminées toutes les mauvaises habitudes (par exemple, les délégués qui n'ont pas pour préoccupation que les masses participent activement au travail syndical, à la prise en main de leurs propres intérêts).

Les ouvriers les plus conscients de l'usine ont à cœur de réorganiser la section syndicale (que la direction essaie de démanteler) dont ils ont besoin pour continuer le combat de classe.

Face à cela, les révisionnistes jouent double jeu : en apparence corrects, mais dès qu'il y a une réunion ils cherchent à la saboter. Ils font le blocage systématique pour empêcher la réorganisation de la section, en disant qu'il faut attendre l'accord de la Fédération et de l'USTM, espérant ainsi que leurs hommes de main pourront en usurper la direction et imposer leur ligne réactionnaire de gestion du capitalisme.

Il est donc clair que les attaques conjuguées de la direction et des révisionnistes sont des attaques politiques, donc que la lutte se situe sur le plan politique. Pour vaincre il est indispensable que les travailleurs fassent une rupture effective d'avec le révisionnisme. C'est la tâche des marxistes-léninistes, de leur parti, d'entraîner les masses dans cette lutte décisive...

Dans l'espoir de mettre fin aux revendications du personnel

### LE MINISTRE SE DEBARRASSE D'UN RESPONSABLE SYNDICAL

La répression des travailleurs les plus combattifs est devenue depuis plusieurs mois l'un des traits marquants de la politique de la bourgeoisie et de son gouvernement. Et bien sûr, ce n'est pas le ministre de l'Industrie et de la Recherche, le fief de d'Ornano, qui fait exception à la règle.

Depuis des mois, à Grenoble, les personnels du Service de traitement de l'information (STISI) du ministère de l'Industrie luttent contre leurs mutations arbitraires et la décision de transférer leur service à Caen. Or, «curieusement», la première mesure de suppression de poste décidée par le ministre est tombée, en son absence, le 16 août, sur un responsable syndical, Jean Laganier.

Jean Laganier, secrétaire général du syndicat national CGT du ministère de l'Industrie et de la Recherche, et par ailleurs administrateur de l'INSEE, avait été mis à la disposition du ministère voici sept ans. Le directeur de cabinet de d'Ornano vient de décider, sous prétexte d'économies, de le renvoyer à l'INSEE !

Pour le ministre, le renvoi de Laganier ne serait qu'un «acte particulier de gestion du personnel», dû à des restrictions budgétaires. La vérité est que le ministre espère mettre ainsi un terme aux luttes que le personnel mène pour faire aboutir ses revendications.

Le personnel n'a pas été dupe. Et le 21 septembre, une assemblée générale s'est tenue qui a organisé une manifestation. Cinq cents personnes y ont participé, appuyées de

délégations d'autres ministères, et ont scandé : «Non aux mutations arbitraires, liberté syndicale dans la fonction publique». «Exigeons la réintégration de Jean Laganier». Une pétition de protestation contre la répression, qui avait recueilli de nombreuses signatures, a été portée au cabinet du ministre, mais sous la protection des flics, le cabinet a pu refuser l'audience. Cette pétition s'élevait notamment contre la répression qui a frappé des militants marxistes-léninistes de Lorient et particulièrement le camarade Romain Le Gal.

Depuis 18 mois, les revendications les plus élémentaires du personnel n'ont toujours pas reçu de réponse. Le ministre a fait savoir récemment que les études engagées n'étaient pas encore terminées ! Par ailleurs l'arbitraire le plus total règne toujours pour le reclassement de la majorité du personnel du STISI. Aussi la volonté de lutte du personnel se fait-elle plus pressante que jamais. Si le pouvoir pense qu'il suffit de déplacer un responsable syndical pour mettre fin aux revendications du personnel, celui-ci saura lui montrer qu'il se trompe lourdement !

Correspondant HR

## PTT (Rennes)

### Restructuration et licenciements

Un vaste plan de restructuration des PTT est mis en place par le gouvernement dont tous, titulaires et auxiliaires feront les frais. Les premiers parce que de toute façon cette restructuration signifiera une exploitation encore plus accrue, les seconds parce qu'ils seront les plus touchés ; en effet ce plan s'accompagnera de licenciements. Déjà à Rennes on parle de plus d'une centaine de licenciements d'auxiliaires et un bon nombre d'entre eux ont été prévenus par leurs chefs qu'il «était temps de passer des concours». Pour se donner bonne conscience et pour mieux faire passer la pilule (avec l'aide des révisionnistes et des réformistes), l'administration ne mettra pas ouvertement les auxiliaires à la porte mais utilisera des chemins détournés dans un premier temps.

Dans un bulletin officiel de juillet 76, l'administration prévoit un soi-disant plan de titularisation. Mais dès le début elle annonce la couleur : il est en effet prévu de «ramener l'effectif des personnels auxiliaires au minimum indispensable», donc il n'est pas question de supprimer l'auxiliaire. De plus «l'examen ne sera proposé qu'aux agents ayant plus d'un an de service», ce qui laisse le champ libre pour licencier avant la fin de l'année de service comme cela se pratique dans certaines administrations.

### Titularisation des auxiliaires

Le BO (bulletin officiel) prévoit que ne seront titularisés que ceux qui auront «subi avec succès les épreuves d'un examen ou d'un essai professionnel» ; mais que deviendront les autres ? Au mieux ils resteront auxiliaires, au pire ils seront licenciés. Ça bien sûr le BO n'en parle pas. Les titularisations s'effectueront «selon les règles habituelles, les emplois se situant principalement dans la région parisienne» ; les auxiliaires auront donc le choix entre le chômage ou s'exiler.

Que nous soyons titulaires ou auxiliaires, nous de-

vons conquérir le droit de «VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS». Mais nous sommes dans une société capitaliste et l'administration n'a que faire de cette légitime revendication ; mieux elle préfère utiliser les mutations dans d'autres régions pour deux raisons : la première c'est qu'en recrutant dans des régions où le chômage est important elle espère que les «provinciaux» acceptent n'importe quelles conditions de travail pour



un salaire de misère ; la deuxième c'est que tous espèrent retourner au pays le plus rapidement possible et comme la notation joue un grand rôle dans les tableaux de mutations, il faut «bien se tenir» pendant les années passées hors de la région d'origine, donc ne pas s'engager à fond dans la lutte contre le capitalisme. Voilà pourquoi nous devons nous battre pour la TITULARISATION SUR PLACE DES AUXILIAIRES.

### Des emplois supplémentaires

Mais bien sûr, il n'est pas question de léser les titulaires. Pour l'immédiat et pour permettre aux titulaires de revenir le plus rapidement possible, nous devons nous battre pour imposer des créations d'emplois supplémentaires (revendication d'autant plus importante que les effectifs sont nettement insuffisants dans la plupart des services).

Les dirigeants réformistes de FO et révisionnistes de la CGT s'accordent pour réclamer en parole la titularisation, mais dans les actes il en va autrement. Ainsi dans un tract CGT-CFDT de Rennes-Chèques, les sections syndicales déclarent que «l'utilisation des auxiliaires est possible à la GV et à la SOG (1)», ils admettent donc l'utilisation des auxiliaires.

Quant à FO : c'est simple, c'est soit accepter le plan du gouvernement tel quel, soit être licencié. Parlant des examens, FO déclare que ce plan ne pourra «se révéler efficace que si une grande quantité d'auxiliaires admis aux examens accepte de se déplacer».

La CGT demande elle aussi la titularisation, mais

en même temps réclame toute une liste de «mesures visant à les protéger» et en particulier le droit de vote aux commissions paritaires. De deux choses l'une, soit la CGT se bat effectivement pour la titularisation et alors pourquoi demander des «garanties sociales» ou bien la CGT ne souhaite pas l'arrêt de l'auxiliaire et ce qui l'intéresse le plus c'est qu'elle espère récolter des voix supplémentaires dans les votes pour les commissions paritaires. Enfin tous les syndicats acceptent les mutations et lorsqu'il y a des licenciements on les voit rarement lutter contre.



Voilà pourquoi les postiers doivent refuser les promesses démagogiques du gouvernement, repousser les manœuvres des dirigeants syndicaux réformistes et révisionnistes visant à faire croire qu'ils sont prêts à se battre pour la titularisation alors qu'ils ne l'ont qu'organiser la démobilisation (comme la CGT qui en 75 faisait signer une pétition) ; les postiers titulaires et auxiliaires doivent s'unir pour imposer par la lutte : l'arrêt total de l'auxiliaire, la titularisation sur place de tous les auxiliaires, le retour au pays des titulaires.

(1) Services des chèques postaux.



# LIRE ET ETUDIER LE MARXISME-LENINISME PARUTION DU TOME II EN FRANCAIS DES ŒUVRES CHOISIES D'ENVER HOXHA PREMIER SECRETAIRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

## Extraits de la préface

Le deuxième volume des «Œuvres choisies» en français du camarade Enver Hoxha comprend des écrits datant de novembre 1948 à novembre 1960.

Ces documents illustrent la juste ligne marxiste-léniniste que le PTA a suivie dans le domaine intérieur comme dans le domaine extérieur. Ils mettent en lumière la lutte révolutionnaire menée par le PTA pour traduire dans les faits le tournant radical marqué par le 1er Congrès du parti et surmonter les extrêmes difficultés économiques de l'époque, sa lutte pour la mise en œuvre des décisions des IIe et IIIe Congrès en vue de résoudre les problèmes de la construction de la base économique du socialisme et du développement des forces productives. Dans ces écrits apparaissent les efforts déployés par le PTA pour raffermir l'alliance de la classe ouvrière avec les masses de la paysannerie travailleuse, pour préserver et fortifier l'unité idéologique et organisationnelle du parti, démocratiser encore davantage sa vie interne, renforcer la capacité de défense de la patrie, consolider la dictature du prolétariat et la vigilance révolutionnaire afin de tenir tête à la dure pression de la réaction intérieure et internationale.

Les écrits de cette période mettent en relief la lutte d'immense envergure menée par le parti et le peuple albanais en vue de réaliser la collectivisation massive des campagnes sur des fondements socialistes et d'améliorer le bien-être des masses laborieuses à travers l'industrialisation plus poussée du pays et le progrès général de l'agriculture.

Dans le domaine extérieur, ils font ressortir l'attitude internationaliste conséquente du PTA et sa lutte politique et idéologique con-

forme aux principes contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

Une bonne partie de ces écrits ont été rédigés durant une période des plus délicates pour le Mouvement ouvrier international, consécutive aux décisions et aux thèses révisionnistes du XXe Congrès du PCUS. De nombreux partis communistes et ouvriers, et au premier chef celui de l'Union soviétique, étaient en proie à un profond désarroi idéologique.

Elle exerça la même pression à l'égard du PTA et de sa direction. Mais celle-ci, loin de se soumettre, combattit ces menées avec la plus grande vigueur. Les œuvres du camarade Enver Hoxha de cette période illustrent la ferme attitude du PTA et sa détermination révolutionnaire de poursuivre dans sa voie fondée sur le marxisme-léninisme. On y trouve reflétés le courage et la sagesse avec lesquels il a réussi à surmonter les obsta-

parce qu'une telle prise de position à l'époque n'aurait fait que servir les ennemis du communisme, qui avaient lancé une furieuse attaque contre le marxisme-léninisme, contre le camp socialiste et surtout contre l'Union soviétique en tant que premier et plus puissant État socialiste. En second lieu, le PTA n'avait pas encore définitivement acquis la conviction que N. Khrouchtchev et son groupe avaient trahi le marxisme-léninisme. Il espérait que la direction soviétique se rendrait compte de ses erreurs et qu'elle y remédierait. Aussi le PTA défendait-il alors l'Union soviétique et le PCUS en estimant lutter ainsi pour la défense du socialisme, du marxisme-léninisme, de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international (...).

Ce volume comprend aussi le Discours du camarade Enver Hoxha prononcé à la Conférence des partis communistes et ouvriers tenue à Moscou en 1960. Appliquant les directives du CC du PTA, il y critiqua directement les thèses révisionnistes du 20e congrès ainsi que la direction soviétique pour avoir soutenu et propagé une série de points de vue antimarxistes, et déployé une activité foncièrement anisocialiste et anti-communiste.

Les documents de cette période font ressortir la séparation entre la juste ligne révolutionnaire du PTA et la ligne régressive de la direction révisionniste du PCUS et d'une série d'autres partis communistes et ouvriers. Quoi qu'il en soit, cet affrontement avait alors à peine commencé et il ne pouvait présenter l'intensité et l'apreté qu'il devait prendre par la suite. Aussi les documents de ce volume doivent-ils toujours être considérés dans l'optique de l'époque et des circonstances dans lesquelles ils furent rédigés.

Les écrits publiés dans ce volume sont tirés des Œuvres (tomes 5 à 16) du camarade Enver Hoxha en langue albanaise ainsi que des Documents principaux du PTA, t. III. Une partie de ces documents, en particulier les rapports aux congrès du parti, sont publiés en extraits.



De ce fait, en Union soviétique et dans une série de pays socialistes la dictature du prolétariat et le régime économique et social socialiste s'étaient engagés dans la voie de la dégénérescence bourgeoise-révisionniste. La direction soviétique, mettant à profit la grande autorité internationale du PCUS et de l'État soviétique, exerçait une pression puissante et continue sur les directions des autres partis communistes et ouvriers pour les amener à substituer à la ligne marxiste-léniniste la ligne révisionniste du XXe Congrès. La clique khrouchtchevienne ayant usurpé le pouvoir à la tête du parti et de l'État soviétique mettait tout en œuvre pour écarter de la direction de ces partis tous ceux qui se refusaient à adopter la ligne révisionniste.

cles et les difficultés en se guidant sûrement et constamment dans ces situations particulièrement complexes sur la doctrine marxiste-léniniste.

Dans ces conditions, le PTA concentra son attention sur deux problèmes essentiels : d'abord sur le maintien de son caractère révolutionnaire prolétarien et de sa ligne, ensuite sur la préservation de l'unité du Mouvement communiste international et, avant tout, du camp socialiste, ainsi que sur la défense du marxisme-léninisme à l'échelle internationale.

Le PTA ne s'éleva pas publiquement dès le début contre les thèses révisionnistes du XXe Congrès du PCUS et cela pour deux raisons. En premier lieu,

## informations générales

### GREVE DE LA FAIM DES CORSES INCULPES APRES LA DESTRUCTION DU BOEING D'AIR FRANCE

Les 17 Corses arrêtés à la suite de la manifestation d'Ajaccio ont été transférés sans que leurs avocats soient prévenus à Marseille puis à Lyon afin de «préserver l'ordre public». Inculpés en vertu de la loi anticasseurs certains sont en outre inculpés «d'entrave à la circulation d'aéronefs» et deux autres pour «destruction d'aéronefs». Mais si tous reconnaissent avoir participé à la manifestation et à l'entrave de l'aérodrome de Campo Del Oro, tous nient avoir participé à la destruction du Boeing d'Air France.

Depuis une semaine ils poursuivent une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et contre la discrimination dont le gouvernement fait preuve à leur égard en les poursuivant, eux seuls parmi plusieurs centaines de manifestants, du fait de leur sympathie envers les mouvements autonomistes.

### LES MEFAITS DE LA MEDECINE A LA CHAINE

En 1965, une jeune femme hospitalisée au centre hospitalier de Vichy pour y accoucher devait subir une césarienne. Le chirurgien ayant demandé du sang pour lui faire une transfusion, on lui a passé sans le vérifier du sang d'un autre groupe que le sien, qui était destiné à une femme portant le même nom qu'elle. Depuis ses reins sont détruits. Elle doit se rendre trois fois par semaine à Clermont-Ferrand en ambulance pour subir à chaque fois huit heures de rein artificiel. Autant dire qu'elle est infirme à vie. Quant à son enfant il est confié depuis sa naissance à ses grands-parents.

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand vient seulement d'accorder 350 000 F de dédommagement, onze ans après ce que le directeur de l'hôpital appelle «un malheureux concours de circonstance», une «faute de service». D'ailleurs l'affaire n'a même pas été sanctionnée sur le plan pénal, preuve que la bourgeoisie considère des accidents aussi graves que celui-là comme des bavures inévitables et «normales».

Certes elles sont actuellement inévitables, mais c'est seulement en raison de la façon dont les soins sont donnés en médecine capitaliste. Comment éviter que de telles erreurs se produisent quand on connaît la pénurie de personnel dans les hôpitaux, les cadences forcées, le sous-emploi en personnel qualifié remplacé par des auxiliaires sous-payés et formés au rabais.



Pour la correspondance  
avec le journal  
téléphonez au : 607-23-75

#### TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'UNITÉ ROUGE  
No 3022 - 2 - La Source

QUAND VOUS  
AVEZ LU LE  
QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS !  
DONNEZ-LE  
OU AFFICHEZ-LE !



## Après la mort du président Mao

# PETITE REVUE DE LA «GRANDE PRESSE»

J'ai pu feuilleter dans un hypermarché les principaux hebdomadaires datés du 13 au 16 septembre, qui participent à «l'information» des masses en France, pour voir ce qu'ils disaient à propos de la mort du président Mao, c'est très instructif, et je vous envoie les passages les plus «savoureux» que j'ai pu relever.

**PARIS-MATCH** : beaucoup d'affirmations dans son dossier sur Mao, destinées à faire croire au lecteur que Paris-Match connaît bien la Chine. En fait, on a la surprise d'apprendre que durant le Grand Bond en avant «les habitants de Yukong déplacent même une montagne». Paris-Match

**MATCH**

**L'affaire Lefebvre : un sondage exclusif**  
**LES FRANÇAIS DEVANT DIEU, LE DIABLE LE PAPE ET L'ÉGLISE**

De l'anticommunisme au «n'importe quoi» en passant par la nouvelle à sensation pour faire vendre, la liste des hebdomadaires, journaux, etc., de la presse de droite comme de «gauche» est loin d'être exhaustive. Ici Paris-Match, prétend publier des photos inédites de Mao, qui on en fait été publiées depuis bien des années.

parle en outre de «batailles souterraines», de «signes du désarroi» aujourd'hui en Chine pour inculquer au lecteur que décidément le socialisme, c'est bien pareil que le capitalisme, que l'avenir du peuple chinois ne dépend pas de lui ni de la lutte des classes mais de sombres luttes de cliques ou de personnes qui échapperaient totalement au contrôle des masses. Ainsi sous le titre de «La Veuve mystérieuse» (sic !), on nous dit «Mme Chiang Ching s'était fait beaucoup d'ennemis. Bien que membre du Bureau politique depuis 1966, elle ne figure pas en tête du comité officiel chargé des funérailles du président». Paris-Match ignore (ou fait semblant d'ignorer) que l'habitude a été prise de citer les personnes dans ce qui est l'ordre alphabétique en Chine, pour éviter justement les problèmes de préséance.

**CHARLIE-HEBDO** étale tout son savoir et toute sa haine de classe : «Autre exemple d'analyse fulgurante assénée par Mao dans le petit livre rouge : «plus une œuvre au contenu révolu-

tionnaire a de valeur artistique, plus elle est un poison pour le peuple, plus elle est à rejeter». Stupeur et consternation, Mao ne peut parler ici que d'une œuvre au contenu contre-révolutionnaire et non pas révolutionnaire. Cette seconde citation, même rectifiée, ne figure d'ailleurs pas dans le petit livre rouge, pas plus que la première. Mais il ne s'agit même pas d'une coquille d'imprimerie ainsi que le montre la suite :

«Autrement dit, (c'est Charlie-Hebdo qui parle), plus une œuvre révolutionnaire est nulle, plus elle est bénéfique pour le peuple, plus elle doit être portée aux nues». En tout cas, il y

nouvelle version donc du «gauchiste-fils-à-papa» lancé en son temps par le PCF, Minute «prouve» ensuite notre petit nombre par un tissu d'inepties du genre : «Il y a eu vendredi un rassemblement national de 200 pékins à Paris», etc. Là encore Minute ne sait rien sur les marxistes-léninistes (ou fait semblant) mais trouve le courage d'en parler. Le procédé n'est d'ailleurs par fondamentalement différent des rumeurs que la radio et la presse ont déjà pu faire courir, à maintes reprises : on ne sait rien mais on invente, les calomnies même démenties par la suite ayant toujours une chance de laisser des traces.



**MAO**  
géant de l'histoire,  
poète, stratège  
et prophète  
spécial 16 pages  
de photos  
inédites

a de quoi en tomber des nues, devant pareille «analyse fulgurante assénée par...» le triste Charlie-Hebdo : que Mao précisément dans le petit livre rouge (chapitre 32) dise exactement le contraire, n'est pas pour gêner nos grands «penseurs» anarchistes. Ils n'ont jamais ouvert le petit livre rouge, ils ne connaissent rien sur la réalité chinoise mais ils peuvent en parler, leur imagination et leur haine anticommuniste leur suffisent. Et c'est Charlie-Hebdo qui parle de «bourrage de crâne» en Chine !

**MINUTE** reste égal à lui-même : une dizaine de lignes prises au hasard et les titres suffisent pour se faire une idée. C'est digne de Charlie-Hebdo si l'on peut dire ! Mais un encadré nous apprend des choses intéressantes sur les groupes marxistes-léninistes en France. Après s'être moqué de leur division, Minute nous apprend que «toutes tendances réunies (?)», ils tiendraient à l'aise (sic) dans l'un des salons du XVI<sup>e</sup> arrondissement qui leur servent d'ordinaire de QG (resic !). Une

Ainsi à propos de la cérémonie de réception à Pékin des sauveteurs de l'ang-Chan, on nous parlait de déploiement policier et de coup de force possible pour écarter Mao. Tout dernièrement, rumeur sur un retour de Teng Siao-ping, et rumeur sur la volonté des dirigeants chinois de ne pas faire savoir à l'étranger les troubles qui pouvaient soi-disant se passer pendant la cérémonie funèbre du 18... alors que cette cérémonie devait être retransmise à la télévision et qu'un représentant de l'AFP a pu tranquillement y assister. La Chine, messieurs les amateurs de mystère, n'a pas laissé le champ libre à la meute des reporters occidentaux, ni à l'occasion de la mort de Mao, ni à l'occasion de celle de milliers de Chinois lors des tremblements de terre. En Chine, en effet, on a au moins le respect du peuple et on ne laissera pas sa douleur servir de «spectacle» pour les charognards de la presse à sensation.

**TÉMOIGNAGE-CHRÉTIEN** : sous la plume de Georges Montaron, adopte

ce genre de position : «Cette volonté de s'opposer à Moscou, dans une dramatique guerre de religion, afin de se présenter comme le modèle le plus pur et dur du marxisme-léninisme, porte un grave préjudice au mouvement ouvrier mondial et à tous les mouvements de libération. Moscou a un lourd dossier, mais celui de Pékin n'est pas vierge».

Bref, tous impurs, tous pêcheurs ! Il ne faut pas de lutte de classe, pas de conflits. Avec ce genre d'arguments, Montaron devrait logiquement exiger des prolétaires impurs qu'ils cessent leur lutte de classe contre la bourgeoisie impure, car elle porterait préjudice au fonctionnement «paisible» de la société. En réalité sans lutte de classe, il n'y a pas de progrès ! Pour sa part, la Chine ne cessera pas de lutter contre le révisionnisme et le social-impérialisme, car ce sont eux (et non la lutte contre eux) qui portent «un grave préjudice au mouvement ouvrier mondial et à tous les mouvements de libération nationale».

**L'HUMANITÉ-DIMANCHE**, No. 33 reconnaît que Mao «fut encore longtemps une figure de proue pour toutes les forces internationales de progrès» mais c'est pour ajouter aussitôt «jusqu'à ce que son attitude isolationniste à l'égard des partis communistes et ouvriers, son antisoviétisme institutionnel causent de graves dommages au progrès de la révolution et du socialisme dans le monde» (on croirait entendre Montaron !).

**L'Humanité-Dimanche** nous éclaire du même coup sur ce que représente la «voie française au socialisme» : «Chaque peuple, chaque pays, a ses propres chemins vers le socialisme. Il ne s'agit donc pas de reprocher à la Chine de Mao d'avoir cherché une voie chinoise. Le seul problème est qu'une voie nationale ne devienne pas une voie nationaliste» (sic !). C'est-à-dire que pour Marchais et Cie, il faut rester sous la coupe du social-impérialisme, ne pas le démasquer, ne pas le combattre, sous peine de «nationalisme» !

**L'Humanité-Dimanche** fait d'ailleurs une affirmation plutôt indécente : «L'aide soviétique aura été l'un des grands facteurs de transformation de la Chine». Indécente, car il s'agissait au départ d'une aide venant de l'URSS de Staline et ensuite que l'aide, nullement gratuite, qu'a pu apporter

## A PROPOS DU PROGRAMME TV

Comme vous avez pu le constater, nous avons abandonné la formule quotidienne et relativement détaillée des programmes de la télévision. Nous l'avons remplacée par une présentation d'un choix de films, de débats ou d'émissions une fois par semaine.

Pourquoi ? Nous avons pensé, en fonction du bilan dont nous vous avons fait part, que pour donner une utilité politique et idéologique à cette rubrique, c'était un des meilleurs moyens. En effet, nous vous proposons chaque semaine — en l'occurrence dans le numéro de mardi — le programme de la semaine en le restreignant à un choix portant sur des films ou des émissions que nous estimons intéressantes aussi bien par la négative que par des aspects positifs. Nous pensons que proposer ce choix d'émission à l'avance permet : par son choix réduit, de nous pencher un peu plus sur les sujets abordés, mais aussi — et surtout — de vous permettre, vous lecteurs, de nous envoyer des points de vue sur ces émissions, plus généralement sur les sujets qu'elles abordent, ou, en tout cas, des informations sur les auteurs (du film), les invités (au débat), etc.

Dans le même esprit, nous estimons inutile de répéter chaque jour les mêmes choses en ce qui concerne les séries (feuilletons) les émissions régulières (au théâtre ce soir, une minute pour les femmes,...) ou les informations.

Nous pensons qu'il est plus utile et éducatif de traiter ces émissions dans des dossiers spéciaux que nous vous présenterons régulièrement. A ce titre nous envisageons déjà de faire des dossiers sur les débats à la télévision, les é-

missions pour les enfants, l'information, la publicité.

Si vous avez d'autres sujets de dossiers à nous proposer, des idées et des informations sur ceux que nous proposons déjà, écrivez-nous.

Vos contributions sont indispensables et constituent une aide extrêmement précieuse. Autre exemple : quand nous présenterons le programme, le mardi, certaines émissions seront accompagnées d'un mini-dossier. Mardi prochain nous expliquerons ce que signifie et ce que représente la série «le sens de l'histoire» que l'on retrouve tous les mardis. Là encore, donnez-nous votre point de vue, écrivez-nous. Il en est de même pour la critique après coup des émissions qui sont passées.

Nous pensons que ce système doit vous permettre d'avoir des points de vue plus critiques et développés sur la télé et de nombreux autres sujets, que vous puissiez utiliser ce travail pour militer, pour faire de l'agitation-propagande (pourquoi ne pas prévoir des réunions avec des travailleurs de votre usine, pour discuter d'une émission ? Dans la mesure de nos et vos possibilités, nous pourrions éventuellement y venir pour discuter, recueillir ces éléments d'enquête, ce point de vue des travailleurs dont nous avons besoin et sans lequel, nous ne pourrions que dire des banalités sinon n'importe quoi !)

Il n'est absolument pas question que nous devenions des spécialistes (en l'occurrence de la télévision) ; nous devons faire ce travail avec vous, parce que le travail idéologique et culturel, lui aussi, est l'affaire de tous les travailleurs.

Khrouchtchev était surtout un moyen de pression et de chantage pour que la Chine marche à sa bague révisionniste : c'est clairement apparu lorsque Khrouchtchev en 1960 a retiré brutalement toute son «aide», tous les plans et tous les experts soviétiques dans le but de désorganiser l'économie de la Chine qui persistait dans la voie marxiste-léniniste.

Décidément la mort du camarade Mao Tsé-toung a été un coup de tonnerre qui a obligé bon nombre de forces politiques à prendre position et à montrer un peu de leur véritable visage ! Nul doute que les communistes chinois et les marxistes-léninistes du monde entier auront à cœur de serrer leurs rangs pour mener jusqu'au bout, avec les larges masses, la cause du communisme.

# L'Humanité Rouge

Au coeur de la pensée Mao Tsé-Toung  
**LA LIGNE DE MASSE**

## Le peuple seul est le véritable héros

Poser correctement le problème du rapport du parti du prolétariat et des masses populaires est une question clé qui commande le succès de la lutte révolutionnaire avant, pendant et après la prise du pouvoir par le prolétariat.

Une question qui commande le développement et l'approfondissement de la révolution prolétarienne en Chine aujourd'hui, comme l'avancée de sa préparation en France aujourd'hui. Sur ce point aussi, essentiel, capital, l'apport de la pensée-maotsétoung est infiniment précieux, universel.

L'outil du marxisme-léninisme nous enseigne que la révolution prolétarienne n'est pas simplement une aspiration, si profonde soit-elle, pas un idéal qui reposerait sur notre seul désir, mais bien l'aboutissement d'un processus scientifique, inscrit dans le devenir de l'humanité ; d'un processus qui est en cours dans l'histoire qui se bâtit en ce moment même par l'action des masses, car la lutte de classes est un fait, pas une théorie. Toute société avance par le jeu de la lutte des classes. Et cela même définit ce qu'il faut entendre par ce terme « les masses », lui donne son vrai sens de classe : tous ceux, toutes celles qui, par leurs espoirs, leurs aspirations, et essentiellement par leurs luttes, expriment la nécessité de la révolution prolétarienne, tracent dès maintenant les contours de la société qui triomphera nécessairement demain, dans notre pays comme dans le monde entier, où l'homme cessera enfin d'être un loup pour l'homme. Ce n'est donc pas par idéalisme mais bien parce que scientifiques, matérialistes, que les révolutionnaires prolétariens sont des gens optimistes.

### LE PARTI EST LA CONSCIENCE DES MASSES

Ce devenir historique, le peuple ne le perçoit pas spontanément. Ses luttes naissent de sa situation objective, de l'exploitation et de l'oppression qui lui sont imposées. Mais elles se développent à tâtons, au coup par coup. Seule sa fraction avancée, le parti prolétarien, grâce à l'étude de la science marxiste, est à même d'analyser et de comprendre le processus en cours et son aboutissement. Le parti prolétarien, c'est en quelque sorte la conscience subjective de la classe ouvrière et des masses populaires dont celles-ci sont actuellement dépourvues, et le rôle du parti — vital, indispensable, irremplaçable — c'est de rendre au peuple la conscience de sa situation, de son avenir, pour que le processus révolutionnaire aboutisse le plus rapidement et le plus efficacement possible en étant dominé consciemment par ses acteurs.

« Dans toute activité pratique de notre parti, écrit le président Mao (1), une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses se les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en actions ; et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis il faut, encore une fois, concentrer les idées des masses et les leur reporter pour une mise en pratique résolue. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. Voilà la théorie marxiste de la connaissance ».

Et le voilà, exprimé en termes concentrés, le juste rapport du parti et des masses ! Qu'on est loin de la conception qui voudrait réduire la ligne de masse à une simple question de « style de masse » selon laquelle une petite élite serait à même d'élaborer en vase clos une « juste ligne », qu'il s'agirait ensuite seulement, patiemment, à l'aide d'une pédagogie intel-

ligente, de faire admettre comme telle par les intéressés, privés de toute participation à son élaboration. Loin aussi de cette autre conception, tout aussi stérile, qui prétend nier le rôle du parti et sa nécessité historique.

### CE SONT LES MASSES QUI CREENT L'HISTOIRE

C'est bien cette conception que le président Mao a appliquée tout au long de son œuvre révolutionnaire.

C'est elle qui permet au président Mao de formuler les « cinq grandes différences » que la révolution chinoise doit travailler à effacer : différence entre travail manuel et intellectuel, entre dirigeants et dirigés, entre hommes

**« L'essor actuel du mouvement paysan est un événement d'une extrême importance. Dans peu de temps, on verra dans les provinces du Centre, du Sud et du Nord de la Chine des centaines de millions de paysans se dresser, impétueux, invincibles, tel l'ouragan, et aucune force ne pourra les retenir. Ils briseront toutes leurs chaînes et s'élanceront sur la voie de la libération. Ils creuseront le tombeau de tous les impérialistes, seigneurs de guerre, fonctionnaires corrompus et concussionnaires, despotes locaux et mauvais hobereaux. Ils mettront à l'épreuve tous les partis révolu-**

et femmes, entre villes et campagnes, entre régions riches et régions pauvres.

Ces « idées » ne sont pas celles du Parti communiste chinois pas plus que du président Mao lui-même. Elles existaient diffuses, confuses, dans les aspirations que le peuple chinois exprimait par ses luttes à un moment donné de son histoire. Concentrées, systématisées par le PCC dirigé par le président Mao, elles lui étaient renvoyées et il se produisait alors un double phénomène. Le peuple se « reconnaissait » en elles. C'était bien cela à quoi il espérait. Et elles lui traçaient en même temps des perspectives claires, cohérentes,



« Celui qui veut être l'éducateur du peuple croit d'abord être son élève. »

globales, de luttes, un programme pour l'action, qui lui permettait non seulement de comprendre sa situation, mais encore de la transformer.

Ce sont les masses qui, par leurs luttes, créent l'histoire. En développant la lutte de classes, elles font apparaître des choses nouvelles. Ces choses nouvelles, le parti du prolétariat doit les discerner, les analyser, les soutenir, les diriger pour aider la révolution à vaincre la contre-révolution. Car tous ceux qui, spontanément, luttent de façon dispersée contre les forces qui les écrasent, ne comprennent pas d'emblée tout ce qui les rassemble, les unit les uns aux autres. Ils ne comprennent pas qu'ils sont l'embryon d'une force énorme et qui triomphera. Le parti marxiste-léniniste est nécessaire pour trier le vrai du faux dans l'expérience des masses.

### TRIER LE VRAI DU FAUX ET EN FAIRE UN PROGRAMME DE LUTTE

Dans les idées qui circulent parmi les masses, il sépare la perle de sa gangue et c'est elle qu'il leur renvoie. Car, sous la domination de l'idéologie bourgeoise, le juste et le faux sont nécessairement mêlés parmi la classe ouvrière et le peuple. Affirmer le contraire, proclamer par exemple unilatéralement « que les masses sont

tionnaires, tous les camarades révolutionnaires qui auront à prendre parti. Nous mettre à la tête des paysans et les diriger ? Rester derrière eux en nous contentant de les critiquer avec forces gestes autoritaires ? ou nous dresser devant eux pour les combattre ? Tout Chinois est libre de choisir une de ces trois voies, mais les événements obligent chacun à faire un choix rapidement. »

Mao Tsé-toung  
« Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement Mars 1927 »

arrières » est une idée antimarxiste, révisionniste, qui revient à nier l'existence de la lutte de classes. Car l'existence même de la lutte de classes entraîne l'émergence d'idées prolétariennes et bourgeoises qui en sont le reflet. C'est le rôle du parti d'aller chercher les idées prolétariennes, de les mettre en lumière et de les transformer en programme de lutte. Et ce faisant, lui-même apprend auprès des masses par une meilleure connaissance de leur situation et de leurs aspirations, il affine son analyse, rectifie sa ligne, précise son programme.

Toute la pensée du président Mao est

basée sur cette compréhension. « Sans enquête, pas de droit à la parole » répétait-il inlassablement. Et toute sa vie, depuis les enquêtes menées sur le mouvement paysan dans le Hounan, jusqu'aux derniers développements de la Révolution culturelle, il sera resté un enquêteur infatigable auprès des masses, appliquant le principe qu'il avait naguère inscrit au tableau de l'école normale de Changcha : « Celui qui veut enseigner le peuple doit d'abord être son élève. »

Quelques exemples : en 1956, le président Mao, après une enquête approfondie sur les expériences agricoles en cours de réalisation en Chine, écrit : « La commune populaire, c'est bien ! » La commune populaire, ce n'est pas lui qui l'a inventée, ni le Parti communiste chinois, mais bien les masses paysannes, le peuple chinois. Mais le président Mao a su comprendre que, parmi tout ce qui bouillonnait et foisonnait à ce moment-là en Chine, là était la clé du développement de la campagne chinoise socialiste.

Il en va de même lorsqu'il utilise la lutte antirévionniste des ouvriers de la sidérurgie d'Anchan, pour rédiger, populariser et donner comme modèle à tout le pays la charte d'Anchan (2), ou encore l'expérience de la brigade révolutionnaire de Tachai ou celle des ouvriers du champ pétrolier de Taking.

Et ces créations du peuple peuvent devenir à leur tour source de nouvelles expériences créatrices dont le parti, à nouveau, tire le bilan pour tout le peuple, avec tout le peuple.

Quand, dans les années 1965, le président Mao se préoccupe de la continuation de la révolution, de l'écrasement d'une ligne contre révolutionnaire qui se démasque progressivement au sein même du parti et de l'État, il perçoit dans la lutte antirévionniste, qui commence à se mener dans un secteur très précis, celui de l'opéra, de l'art et de la culture, le détonateur de toute la Révolution culturelle. Tout comme un peu plus tard, c'est la lettre d'une simple écolière critiquant une giflette administrée par son institutrice qui sera le maillon dont le Parti communiste chinois se saisit pour impulser la campagne de critique contre Lin Biao et Confucius. Tous ces exemples sont révélateurs du lien étroit, dialectique qui doit unir le parti et les masses, et justifie l'appel du président Mao : « Il faut avoir confiance dans les masses, il faut avoir confiance dans le parti. »

(1) « A propos des méthodes de direction », (1er juin 1943) Tome III

(2) Anchan, l'une des plus grandes bases sidérurgiques de Chine avait été le lieu en 1960 d'une révolte des ouvriers contre l'orientation révisionniste donnée à la gestion des entreprises par Liou Chao-chi. La charte d'Anchan, rédigée par le président Mao, synthétise cette expérience et appelle à mettre la politique au poste de commande dans la gestion des entreprises par le prolétariat.